

Pour arracher l'émancipation des femmes, révolution sociale !

La crise économique et sanitaire mondiale de 2020-2021 touche particulièrement les femmes, soit à cause des risques de contagion dans les hôpitaux, le commerce, le nettoyage, l'industrie manufacturière, soit par la diminution de certaines activités et la montée du chômage. Déjà, 3,9 % des hommes et 5 % des femmes ont perdu leur emploi (OIT, 25 janvier 2021). Partout, les « crimes d'honneur », le harcèlement sexuel et le viol ont pour cible principale les femmes.

Tous les appareils religieux tentent de maintenir les femmes dans la soumission. Des courants politiques réactionnaires s'appuient sur la religion pour mettre en cause les conquêtes des femmes, du droit à l'instruction au droit à l'avortement : l'EI en Syrie et en Irak, Morawiecki et le PiS en Pologne, Bolsonaro au Brésil, Rodrigo Duterte aux Philippines, le parti fasciste Vox en Espagne, Modi et le BJP en Inde, Erdogan et l'AKP en Turquie, Poutine en Russie, les Talibans en Afghanistan...

Malgré tout, en Pologne, en Espagne, en Argentine, en Arabie et bien d'autres États, des femmes travailleuses et des étudiantes ont mené la lutte contre les féminicides et l'oppression spécifique dont elles sont victimes, pour l'égalité sociale et politique, pour le contrôle de leur corps et de leur vie...

La lutte contre l'oppression de genre ne peut être laissée aux classes sociales exploiteuses ou intermédiaires. En s'appuyant sur quelques départements universitaires, le féminisme petit-bourgeois, sous l'étiquette « intersectionnalité », additionne les oppressions sans tracer d'issue réelle et tend à opposer les femmes à tous les hommes. Avec l'appui de médias de masse, le féminisme bourgeois se borne à améliorer la situation des femmes de la classe exploiteuse en demandant plus de postes de dirigeantes politiques ou de manageuses d'entreprise capitalistes.

La Commune de Paris, en 1871, a vu les femmes travailleuses participer à l'insurrection, à la démocratie ouvrière et à la défense face à la contre-révolution bourgeoise au drapeau tricolore. Elles ont obtenu l'union libre, l'interdiction de la prostitution, la séparation de l'Église et de l'État, l'égalité salariale... La révolution russe de 1917 commencée par les ouvrières de Petrograd, une fois victorieuse grâce au Parti bolchevik, a arraché l'égalité juridique complète, le droit au divorce, le droit à l'avortement, l'égalité des enfants du mariage ou hors mariage, la garde et la protection des enfants... ont été décidés dès 1917-1918.

Seule la classe ouvrière, parce qu'elle est exploitée, met en cause le capitalisme, les classes et l'État bourgeois qui est le verrou de l'exploitation et des oppressions. Par sa place dans la création de richesses, son nombre, son caractère international, elle peut prendre la tête de la lutte contre toutes les oppressions, peut réaliser l'égalité entre hommes et femmes et émanciper l'humanité tout entière.

La lutte pour l'émancipation des femmes doit être l'affaire de tout le mouvement ouvrier. Pour unifier le prolétariat et rallier les étudiantes, les paysannes, les fonctionnaires..., les organisations ouvrières doivent combattre en leur sein le machisme, reconnaître le droit à l'auto-organisation des femmes travailleuses et s'engager activement dans la défense de la liberté et de l'égalité des femmes dans tous les domaines, dans la défense de leur droit à contrôler leur vie, leur corps et

leur volonté d'enfanter, dans la défense de toutes leurs revendications en tant que travailleuses particulièrement exploitées et opprimées.

Égalité juridique totale dans le monde entier.

Répartition du travail entre toutes et tous, par la réduction de la journée de travail sans réduction de salaire, jusqu'à la résorption du chômage. Contre le travail précaire. Égalité salariale réelle entre hommes et femmes. Salaires, allocations et pensions permettant à toutes les travailleuses et tous les travailleurs de vivre décemment.

Services publics abondants, gratuits et de qualité pour les déplacements, la prise en charge des enfants, des ma-

lades et des personnes dépendantes. Logements décentés pour toutes les travailleuses et tous les travailleurs. Élimination immédiate de toute religion à l'école, une seule école publique, laïque, gratuite et mixte. Éducation sexuelle scientifique axée sur l'amour et le respect de sa propre liberté sexuelle et de celle des autres, quelle que soit son orientation. Contraception et avortement libres et gratuits pris en charge par la santé publique. Santé publique, universelle, gratuite et laïque. Respect et traitement médical adéquat des pathologies et des maladies spécifiquement féminines. Gratuité des protections périodiques.

Interdiction et pénalisation du proxénétisme. Prohibition de la gestation pour autrui. Droit de franchir les frontières librement et en toute sécurité pour toutes les travailleuses, tous les travailleurs et les jeunes en formation. Contre la justice machiste et les lynchages médiatiques de toutes sortes. Pour une authentique justice démocratique non-sexiste où les juges sont éligibles et révocables par les conseils de travailleuses et de travailleurs. Autodéfense des femmes contre les violences machistes.

Pour un gouvernement des travailleuses et des travailleurs vers une société sans classes, sans exploitation et sans oppression, pour le socialisme international.

8 mars 2021

Collectif révolution permanente
(Allemagne, Autriche, Espagne, France, Turquie)

